



Infomat

N° 11-002-XIF au catalogue (English 11-002-XIE) ISSN 1209-0875

Revue hebdomadaire

Le vendredi 1^{er} février 2002

APERÇU

◆ Les investisseurs étrangers continuent d'acquérir des valeurs mobilières canadiennes

Les investisseurs étrangers ont accru de 6,8 milliards de dollars leurs avoirs en valeurs mobilières canadiennes en novembre 2001, tandis que les investisseurs canadiens ont encore réduit leurs avoirs en obligations étrangères, cette fois de 1,3 milliard de dollars.

◆ Les chances d'obtenir un financement par emprunt sont moindres dans le secteur de la haute technologie

Les entreprises de haute technologie ont moins de chances de recevoir du financement que d'autres. Environ 70 % d'entre elles ont obtenu un financement par emprunt en 2000, contre 93 % pour les entreprises agricoles, par exemple.

◆ Plus de la moitié de l'encours des prêts aux entreprises est due aux banques

Au 31 décembre 2000, les banques canadiennes représentaient 55 % des 376 milliards de dollars de l'encours total des prêts accordés aux entreprises.

◆ Forte croissance des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts

La valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts au Canada (banques à chartes, sociétés de fiducie, caisses populaires et caisses d'épargne et de crédit) s'élevait à 46,5 milliards de dollars en 2000, en hausse de 4,5 % par rapport à 1999.

◆ Le taux de décrochage du secondaire chute

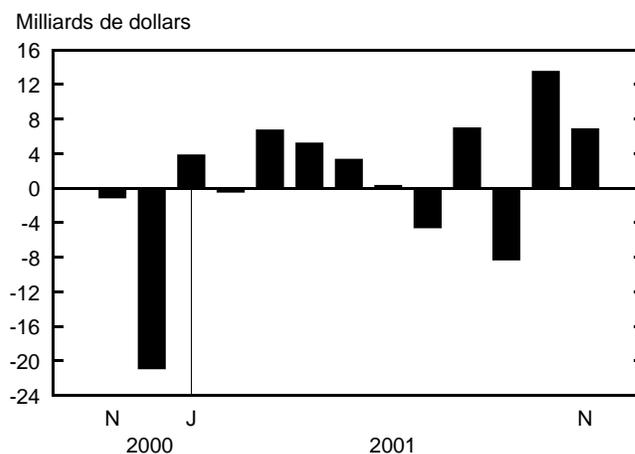
Davantage de jeunes semblent reconnaître la valeur d'un diplôme et terminent leurs études secondaires. Entre 1991 et 1999, le taux de décrochage du secondaire est passé de 18 % à 12 %.

Les investisseurs étrangers continuent d'acquérir des valeurs mobilières canadiennes

En novembre 2001, les investisseurs étrangers ont accru de 6,8 milliards de dollars leurs avoirs en valeurs mobilières canadiennes en continuant d'acheter surtout de nouvelles obligations, notamment celles de sociétés émises sur les marchés étrangers. Pour leur part, les investisseurs canadiens ont à nouveau réduit leurs avoirs en obligations étrangères, mais ils ont recommencé à acheter des actions étrangères.

Les investisseurs étrangers ont accru de 7,5 milliards de dollars leur portefeuille d'obligations canadiennes dans la foulée de leur placement massif d'octobre (14,2 milliards de dollars). Les sociétés ont encore une fois donné le ton en mobilisant des capitaux sur le marché américain. Les nouveaux apports en capitaux qu'elles ont obtenus sur les marchés étrangers ont totalisé 8,1 milliards de dollars en novembre, après un montant record de 12,7 milliards de dollars enregistré en octobre. Les capitaux ainsi mobilisés en octobre et en

Investissements étrangers en valeurs mobilières¹ canadiennes



1. Y compris les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.

(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... Les investisseurs étrangers continuent d'acquiescer des valeurs mobilières canadiennes

novembre représentent plus de 80 % de l'ensemble des nouvelles émissions d'obligations canadiennes sur les marchés étrangers.

Les investisseurs étrangers ont, pour le deuxième mois consécutif, effectué un placement appréciable sur le marché secondaire des obligations, leurs achats ayant atteint 1,2 milliard de dollars en novembre, comparativement à 1,9 milliard de dollars en octobre. En octobre et en novembre, les Européens étaient les principaux investisseurs sur ce marché, où ils se sont procuré des obligations du gouvernement fédéral, des sociétés et des gouvernements provinciaux.

Les investisseurs étrangers ont ajouté 1,0 milliard de dollars à leur portefeuille d'actions canadiennes en novembre, leurs achats se limitant exclusivement aux nouvelles actions émises sur le marché américain. Le placement total en actions canadiennes des investisseurs étrangers de janvier à novembre (2,7 milliards de dollars) représente une petite fraction du placement de 54,1 milliards de dollars effectué au cours de la même période en 2000.

Après avoir accru, pour la troisième fois seulement en 2001, leurs avoirs en instruments du marché monétaire canadien en octobre, les investisseurs étrangers ont recommencé à désinvestir en novembre (1,7 milliard de dollars).

Ces investisseurs ayant réduit leurs avoirs au cours de huit des 11 premiers mois de 2001, le désinvestissement total de janvier à novembre a atteint 9,7 milliards de dollars. Les bons du Trésor fédéral représentent 5,8 milliards de dollars de cette réduction cumulative, le solde étant partagé entre les instruments du marché monétaire des autres niveaux d'administration et ceux des sociétés. De janvier à la fin de novembre 2001, la somme de 5,8 milliards de dollars de ce désinvestissement était le fait d'investisseurs américains, 2,4 milliards de dollars, le fait d'investisseurs européens, et 1,5 milliard de dollars, le fait d'investisseurs asiatiques.

Les investisseurs canadiens ont à nouveau réduit leurs avoirs en obligations étrangères, cette fois de 1,3 milliard de dollars, dans la foulée de la baisse record de 3,2 milliards de dollars observée

Renseignements complémentaires sur les marchés financiers

Un recul de 27 points de base, en novembre 2001, des taux à court terme au Canada, similaire à celui des taux comparables aux États-Unis, a porté le différentiel à 23 points, favorisant toujours les placements au Canada. Par contre, la hausse de 47 points des taux à long terme aux États-Unis a éclipsé la faible hausse de 28 points au Canada, réduisant le différentiel en faveur des placements au Canada à 23 points, soit le plus faible depuis mai 2001.

Le cours des actions canadiennes (mesuré par l'indice composite TSE 300) s'est légèrement redressé en novembre. La hausse observée (+7,8 %) a permis de récupérer environ le tiers de la perte de 22,9 % enregistrée de janvier à octobre. De même, le cours des actions américaines (mesuré par l'indice Standard & Poor's) a progressé de 7,5 %, éliminant une partie du repli de 19,7 % observé durant la même période de dix mois se terminant en octobre 2001.

Le dollar canadien s'est apprécié de près de deux tiers de cent par rapport à octobre, où il avait enregistré à la clôture un creux historique par rapport à la devise américaine. Le cours de clôture de novembre (63,58 cents US) constitue un répit après la perte de plus de trois cents US de juin à octobre 2001.

en octobre. À l'instar de celui d'octobre, le désinvestissement de novembre a porté exclusivement sur les obligations du Trésor américain. Après le faible désinvestissement d'octobre, les investisseurs canadiens, suivant l'exemple des fonds de pension, sont retournés aux marchés étrangers des actions, où ils ont investi 1,0 milliard de dollars, surtout sur les marchés d'outre-mer.

Le numéro de novembre 2001 des **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières** (Internet : 67-002-XIB, 14 \$ / 132 \$; papier : 67-002-XPB, 18 \$ / 176 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements.

Les chances d'obtenir un financement par emprunt sont moindres dans le secteur de la haute technologie

Environ 82 % des petites et moyennes entreprises qui ont sollicité un prêt ou un autre type de crédit en 2000 ont pu l'obtenir, d'après une enquête menée à l'automne 2001 auprès d'un échantillon d'entreprises en activité lors de l'enquête. Les entreprises de haute technologie avaient moins de chances que bon nombre d'autres entreprises de recevoir du financement par emprunt.

Les entreprises de plus petite taille avaient moins de chances d'obtenir un financement par emprunt que les entreprises plus grandes. Environ 79 % des entreprises de 1 à 4 employés et ayant présenté une demande de crédit en 2000 ont déclaré avoir obtenu un financement. Ce taux s'élève à 85 % pour les entreprises de 5 à 19 employés, à 87 % pour celles de 20 à 99 employés et à 94 % pour celles de 100 à 499 employés.

Les entreprises des secteurs du savoir ont affiché un moindre taux d'approbation des demandes de financement par emprunt. Environ 70 % d'entre elles ont obtenu un financement, comparativement à 93 % pour le secteur agricole et à 88 % pour le secteur primaire, qui comprend les entreprises d'exploitation forestière et d'extraction minière.

Les secteurs du savoir englobent des entreprises dans plusieurs secteurs technologiques, tels que la transmission des télécommunications, la production de matériel audiovisuel et les services informatiques. C'est un regroupement de catégories de secteurs standards définis par Statistique Canada, qui est souvent utilisé par Industrie Canada et d'autres organismes.

En 2000, 23 % des entreprises visées par l'enquête ont déclaré avoir fait au moins une demande de financement par emprunt, mais ce chiffre varie en fonction de la taille de l'entreprise. Parmi les plus petites entreprises ayant participé à l'enquête, c'est-à-dire les entreprises individuelles sans employé, 19 % ont tenté d'obtenir du financement par emprunt. Ce taux monte à 23 % pour les entreprises de 1 à 4 employés, à 33 % pour celles de 5 à 19 employés,

(suite à la page 3)

... Les chances d'obtenir un financement par emprunt sont moindres dans le secteur de la haute technologie

à 36 % pour celles de 20 à 99 employés et à 35 % pour celles de 100 à 499 employés.

Financement des petites et moyennes entreprises, 2000

	Financement par emprunt sollicité par les petites et moyennes entreprises	Autorisation de financement par emprunt
	%	%
Canada	23	82
Nombre d'employés		
0 employé	19	82
1 à 4 employés	23	79
5 à 19 employés	33	85
20 à 99 employés	36	87
100 à 499 employés	35	94
Secteur		
Agriculture	39	93
Primaire	27	88
Fabrication	27	77
Commerces de détail et de gros	21	71
Services professionnels	13	85
Secteur du savoir	16	70
Autres secteurs	22	80
Région		
Provinces de l'Atlantique	27	78
Québec	20	84
Ontario	21	81
Manitoba, Saskatchewan et Nunavut	35	87
Alberta et Territoires du Nord-Ouest	25	82
Colombie-Britannique et Yukon	25	77

L'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises a été menée auprès d'un échantillon de quelque 11 000 entreprises de 0 à 499 employés équivalents temps plein. Elle a porté uniquement sur les entreprises qui étaient en activité lors de l'enquête. Par conséquent, les résultats ne tiennent pas compte du rôle qu'aurait joué l'absence de financement dans le sort des entreprises ayant fermé leurs portes avant la tenue de l'enquête.

L'enquête a révélé que les demandes de financement sont plus fréquentes dans le secteur agricole, où 39 % des entreprises ont soumis de telles demandes en 2000, et où une proportion supérieure à la moyenne s'est adressée à des coopératives de crédit ou à des caisses populaires plutôt qu'aux banques. Ces demandes sont cependant moins fréquentes dans les services professionnels et les secteurs du savoir, soit 13 % et 16 % respectivement.

La plupart des demandes de financement par emprunt portaient sur une forme de crédit d'exploitation. Environ 43 % des entreprises ayant sollicité un financement par emprunt voulaient une nouvelle marge de crédit ou une augmentation de leurs limites de crédit existantes. Par ailleurs, 12 % sollicitaient un prêt à vue assorti de conditions de remboursement d'un an ou moins. Par contre, les demandes de carte de crédit ne représentaient que 7 %.

On estime que 9 % des entreprises avaient sollicité un contrat de crédit-bail pour financer l'acquisition d'équipements ou d'autres éléments d'actifs en 2000. Parallèlement, 29 % ont demandé à un fabricant ou à un fournisseur du crédit pour financer les fournitures et services requis.

Le financement à court terme sert généralement à l'acquisition de biens ou de services requis pour les activités commerciales courantes des petites et moyennes entreprises.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données de cet article, communiquez avec Patrick Huot au (613) 951-0583, Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Plus de la moitié de l'encours des prêts aux entreprises est due aux banques

Les entreprises canadiennes utilisent beaucoup plus le financement par emprunt que toute autre forme de financement tel que la location, selon les premières données de l'Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises.

Au 31 décembre 2000, les fournisseurs de financement ont déclaré que leurs clients d'affaires leur devaient 376 milliards de dollars sous forme de prêts, de prêts hypothécaires et de marges de crédit, tandis que les contrats de location en cours s'élevaient à 18 milliards de dollars.

Les banques canadiennes représentent 55 %, soit 207 milliards de dollars, des 376 milliards de dollars de l'encours total des prêts accordés aux entreprises. En tant que groupe, ces banques sont les plus importants fournisseurs de financement par emprunt, pour tous les niveaux des montants autorisés, toutes les provinces et presque toutes les branches d'activité. Elles sont aussi les principaux fournisseurs de crédit à terme fixe, c'est-à-dire les prêts et les prêts hypothécaires, ainsi que de crédit d'exploitation, c'est-à-dire les marges de crédit et les cartes de crédit.

Encours des prêts accordés, au 31 décembre 2000

	Montant en milliards de dollars	Part %
Total	376	100
Banques canadiennes	207	55
Autres banques	38	10
Coopératives d'épargne et de crédit et caisses populaires	21	6
Sociétés de financement	32	8
Gestionnaires de portefeuille, sociétés de capital de risque et fonds fiduciaires	7	2
Sociétés d'assurances	70	19
Sociétés de crédit-bail	1	...

... N'ayant pas lieu de figurer.

Les sociétés d'assurance détiennent 19 %, soit 70 milliards de dollars, des montants exigibles. Celles-ci fournissent généralement du crédit à terme fixe et se concentrent sur les clients qui empruntent des montants élevés.

(suite à la page 4)

... Plus de la moitié de l'encours des prêts aux entreprises est due aux banques

Des montants exigibles totalisant 38 milliards de dollars et représentant 10 % de la dette totale sont dus aux autres banques, 8 %, soit 32 milliards de dollars, sont dus aux sociétés de financement, et 6 %, soit 21 milliards de dollars, sont dus aux coopératives de crédit et aux caisses populaires.

Statistique Canada a mené l'Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises en collaboration avec Industrie Canada et le ministère des Finances, dans le cadre d'un vaste programme de recherche sur le financement des petites et moyennes entreprises.

L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon d'entreprises privées dont l'actif s'élevait à 5 millions de dollars ou plus dans certaines branches du secteur financier et de la location à bail. Les entreprises fournissant du capital de risque et les institutions financières de l'État fédéral ont aussi été visées par l'enquête. En sont exclus les administrations publiques, d'autres organismes publics, les organismes sans but lucratif, les fournisseurs de financement informel tels que les « anges gardiens » et les membres de la famille, ainsi que les fournisseurs de financement étrangers. Les banques canadiennes comprennent les six grandes banques du pays et plusieurs banques plus petites.

D'après l'enquête, les coopératives de crédit et les caisses populaires comptent davantage de clients qui empruntent de petits montants que de clients qui empruntent des montants élevés. Dans le cas des montants autorisés inférieurs à 50 000 \$, les coopératives de crédit et les caisses populaires représentent 38 % de l'encours des prêts accordés aux entreprises. Leur part descend à 26 % dans le cas des montants autorisés de 50 000 \$ à 249 999 \$, à 13 %, pour les montants de 250 000 \$ à 999 999 \$ et à 2 %, pour les montants de 1 million de dollars et plus.

Par contre, les banques canadiennes affichent des proportions comparables d'encours des prêts accordés aux entreprises, ces proportions allant de 51 % à 59 % pour l'ensemble des niveaux de montants autorisés. Les sociétés d'assurance, qui comptent davantage de clients empruntant des montants élevés, représentent 23 % des montants exigibles de 1 million de dollars et plus.

Les banques canadiennes sont les plus importants fournisseurs de financement dans toutes les provinces, ayant enregistré des proportions de l'encours total des prêts accordés aux entreprises allant de 39 % en Saskatchewan à 61 % en Alberta.

Les banques canadiennes sont aussi les principaux fournisseurs de financement dans tous les secteurs de l'économie, sauf deux. Les sociétés d'assurance représentent 55 % de l'encours total des prêts accordés pour les services publics et 51 % pour les services immobiliers et les services de location et de location à bail.

Au 31 décembre 2000, les pertes des prêteurs totalisaient 1,6 milliard de dollars, soit un taux global de perte de 0,4 % par rapport à l'encours des prêts accordés aux entreprises de 376 milliards de dollars. Les taux de perte sont plus élevés dans le cas des montants plus faibles.

Les sociétés d'assurance ont enregistré le taux global de perte le plus faible (0,1 %), tandis que celui des banques canadiennes se chiffrait à 0,3 %. Pour les sociétés de financement, il se fixait à 0,4 %, pour les autres banques, à 0,8 % et pour les coopératives de crédit et les caisses populaires, à 1,3 %.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données de cet article, communiquez avec Ed Hamilton au (613) 951-4310 (courriel : ed.hamilton@statcan.ca) ou avec Bruno Morin au (613) 951-0396 (courriel : bruno.morin@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Forte croissance des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts

La valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts au Canada (banques à chartes, sociétés de fiducie, caisses populaires et caisses d'épargne et de crédit) s'élevait à 46,5 milliards de dollars en 2000, en hausse de 4,5 % par rapport aux 44,5 milliards de dollars enregistrés en 1999.

Cette amélioration est partiellement attribuable à l'excellente performance du secteur des services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques ainsi que du secteur des services fiduciaires.

La bonne conjoncture économique qui a régné en 2000 a fourni un terrain fertile à la croissance dans ces deux secteurs, contrairement à l'effet de la crise des devises sur les marchés étrangers vers la fin de 1998 et au début de 1999.

Le revenu autre que d'intérêts a progressé de 19,5 % en 2000 pour atteindre 23,8 milliards de dollars, tandis que le revenu net d'intérêts a reculé de 7,7 %, se fixant à 22,7 milliards de dollars.

En 2000, le revenu autre que d'intérêts de ces intermédiaires a représenté 51,2 % de la valeur totale des services produits, en hausse par rapport au taux de 44,8 % enregistré en 1999. La croissance

du revenu autre que d'intérêts, tendance qui se maintient depuis plusieurs années, indique que le revenu est de plus en plus tiré des services comportant des frais, plutôt que des dépôts et des prêts.

La croissance du revenu autre que d'intérêts s'explique par plusieurs facteurs, dont les conditions de marché favorables — qui ont contribué à la croissance du volume des activités et donc du revenu des transactions —, un plus large éventail d'activités assorties de frais ou de commissions offertes en dehors des services bancaires au détail traditionnels et l'augmentation de la titrisation des actifs.

Le revenu net d'intérêts a baissé à la suite de la croissance des portefeuilles d'instruments dérivés d'actions, qui a dépassé les gains procurés par les écarts prononcés des taux d'intérêt en 2000. Cela s'explique par le fait que les dépenses liées aux instruments dérivés d'actions sont imputées au revenu net d'intérêts et que leur revenu de transactions est considéré comme un revenu autre que d'intérêts.

Les services bancaires de détail sont restés l'activité dominante des intermédiaires financiers de dépôts en 2000, générant 27,8 milliards de dollars de la valeur totale des services produits, soit 0,5 % de plus qu'en 1999. La valeur des services bancaires de détail augmente depuis plusieurs années. Toutefois, le taux de

(suite à la page 5)

... Forte croissance des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts

croissance est resté modeste relativement à celui d'autres secteurs d'activité émergents, comme les services fiduciaires. Par conséquent, les services bancaires de détail ont représenté 59,8 % de la valeur globale des services produits, en légère baisse par rapport au taux de 62,2 % enregistré en 1999.

La valeur des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement a progressé de 12,5 %, atteignant 9,7 milliards de dollars, en raison de la demande accrue de produits de placements au détail, engendrée par l'excellente performance des marchés boursiers tout au long de l'année 2000. Ce secteur a représenté 20,9 % de la valeur totale des services produits en 2000, en hausse par rapport au taux de 19,4 % enregistré l'année précédente.

La valeur totale des services produits par les services de financement des grandes entreprises et des institutions a atteint 3,7 milliards de dollars en 2000, en hausse de 22,2 % par rapport à 1999. Ce secteur, qui a généré la majeure partie de sa valeur du revenu autre que d'intérêts, a représenté 8,0 % de la valeur totale des services en 2000, en hausse par rapport au taux de 6,8 % enregistré en 1999.

La valeur des services financiers électroniques s'est contractée de 7,4 %, passant de 3,4 milliards de dollars en 1999 à 3,2 milliards de dollars en 2000, en partie en raison du coût plus élevé des investissements. Les consommateurs ont continué de stimuler la demande de modes pratiques de prestation des services financiers. Les activités d'investissement ont pris de l'ampleur, entrant dans des domaines tels que les services financiers sans fil, le commerce électronique, l'authentification de la signature électronique et les transferts au comptant par Internet. Les services financiers électroniques ont représenté 6,8 % de la valeur totale des services produits, en baisse par rapport aux 7,7 % enregistrés en 1999.

Les services fiduciaires se sont considérablement accrus en 2000, prolongeant la forte croissance ininterrompue depuis quelques années. Ils se sont élevés à 2,1 milliards de dollars, en hausse de 20,7 %, et ils ont représenté 4,5 % de la valeur totale des services produits en 2000, en hausse par rapport aux 3,9 % enregistrés en 1999.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données de cet article, communiquez avec Mario Vella au (613) 951-1395 (courriel : lmario.vella@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôt, 2000

	Revenu net d'intérêts		Revenu autre que d'intérêts		Valeur des services produits au Canada		Part de la valeur des services produits	
	Millions de dollars	Variation annuelle en %	Millions de dollars	Variation annuelle en %	Millions de dollars	Variation annuelle en %	%	Variation annuelle en points de %
Total	22 689	-7,7	23 804	19,5	46 492	4,5	100,0	0,0
Services bancaires de détail	19 353	-9,1	8 458	32,7	27 811	0,5	59,8	-2,4
Services de financement des grandes entreprises et des institutions	1 636	-11,3	2 070	74,3	3 705	22,2	8,0	1,2
Services financiers électroniques	349	-21,1	2 821	-5,4	3 169	-7,4	6,8	-0,9
Trésorerie et services bancaires d'investissement	1 067	50,6	8 643	9,1	9 710	12,5	20,9	1,5
Services fiduciaires	284	1,6	1 813	24,4	2 097	20,7	4,5	0,6

Le taux de décrochage du secondaire chute

Davantage de jeunes semblent reconnaître la valeur d'un diplôme et terminent leurs études secondaires. Entre 1991 et 1999, le taux de décrochage du secondaire est passé de 18 % à 12 %.

D'après l'Enquête auprès des jeunes en transition, le taux national de 12 % représente quelque 48 400 hommes et femmes âgés de 20 ans qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires en décembre 1999 et qui ne s'employaient pas à les terminer. La majorité des jeunes âgés de 20 ans (85 %) avaient satisfait aux exigences d'obtention du diplôme d'études secondaires, tandis que 3 % s'employaient encore à obtenir ce diplôme.

L'Enquête, réalisée conjointement par Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada, dresse un portrait statistique des jeunes âgés de 18 à 20 ans à une étape cruciale de

leur vie, soit le passage de l'école à l'enseignement postsecondaire et au marché du travail. Plus de 22 000 jeunes provenant des dix provinces ont pris part à cette enquête. Les données de 1991 proviennent de l'Enquête auprès des sortants de cette même année.

Le taux de décrochage a baissé dans toutes les provinces et, dans la plupart des cas, il s'agit d'une baisse appréciable. La diminution la plus importante a été observée au Nouveau-Brunswick, où le taux est passé de 20 % à un peu moins de 8 %. En 1999, la Saskatchewan enregistrait le plus faible taux, soit un peu plus de 7 %.

Un des points forts du système de l'enseignement secondaire au Canada tient au fait qu'il donne aux décrocheurs une deuxième chance. Le taux de décrochage a été calculé pour les jeunes âgés de 20 ans pour inclure ceux qui ont saisi cette « deuxième chance » et qui, par conséquent, poursuivaient leurs études après l'âge normal d'obtention du diplôme, soit 18 ans (17 ans au Québec).

(suite à la page 6)

... Le taux de décrochage du secondaire chute

Le cas des jeunes qui ne terminent pas leurs études secondaires est très préoccupant, surtout dans le contexte d'une demande sociale et économique croissante pour des niveaux de scolarité plus élevés. Il est donc encourageant de constater que 70 % des jeunes âgés de 18 à 20 ans ont obtenu leur diplôme d'étude secondaires et que 9 % des décrocheurs avaient poursuivi une autre forme d'études postsecondaires.

Ce sont les jeunes ayant terminé des études postsecondaires qui ont affiché les taux d'emploi les plus élevés. Environ 85 % de ces jeunes occupaient un emploi. Par contre, près d'un quart (23 %) des décrocheurs n'ayant pas suivi d'études postsecondaires ne travaillaient pas en 1999, et ils étaient les plus susceptibles d'être sans emploi.

La proportion des jeunes de 18 à 20 ans ayant fait quelques études postsecondaires était la plus élevée au Québec et en Nouvelle-Écosse. En revanche, l'Alberta, le Manitoba et l'Ontario affichaient les taux les plus bas. Environ 68 % de femmes avaient poursuivi des études postsecondaires, comparativement à 57 % d'hommes.

En moyenne, les décrocheurs du secondaire obtenaient de moins bonnes notes que les diplômés. Les décrocheurs de sexe masculin, en particulier, étaient plus susceptibles d'avoir obtenu des notes

faibles et d'avoir redoublé une année à l'école primaire. Toutefois, de faibles résultats scolaires n'étaient pas la seule raison du décrochage. En fait, 47 % des décrocheurs avaient une moyenne B ou plus. Des facteurs d'ordre scolaire figuraient parmi les principales raisons du décrochage. Cependant, certains jeunes hommes ont déclaré qu'ils voulaient tout simplement travailler, et certaines jeunes femmes ont invoqué une grossesse ou la nécessité d'élever un enfant.

Comparativement aux diplômés, les décrocheurs se caractérisent par un niveau d'engagement moindre à l'école, tant du point de vue scolaire que social. Ils sont moins susceptibles d'avoir des amis proches ayant poursuivi des études au-delà du secondaire et tendent davantage à s'absenter des cours et à consommer de l'alcool et de la drogue, par exemple. En outre, leurs parents avaient moins de chances d'occuper un emploi à caractère professionnel.

*Le rapport intitulé **À la croisée des chemins : premiers résultats pour la cohorte des 18 à 20 ans de l'Enquête auprès des jeunes en transition** (Internet : 81-591-XIF, gratuit) est maintenant accessible dans les sites www.statcan.ca, www.pisa.gc.ca et www.hrhc-drhc.gc.ca/arb. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (courriel : educationstats@statcan.ca), Centre de la statistique de l'éducation.*

Taux de décrochage du secondaire pour les jeunes âgés de 20 ans, 1991 et 1999

	Enquête auprès des sortants, 1991			Enquête auprès des jeunes en transition, 1999		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
	%					
Canada	18	22	14	12	15	9
Terre-Neuve-et-Labrador	24	29	19	11	15	6
Île-du-Prince-Édouard	25	33	17	16	22	9
Nouvelle-Écosse	22	29	13	10	15	5
Nouveau-Brunswick	20	23	16	8	12	4
Québec	22	26	18	16	20	12
Ontario	17	22	10	10	11	8
Manitoba	19	20	18	15	16	14
Saskatchewan	16	16	16	7	10	5
Alberta	14	16	12	13	14	11
Colombie-Britannique	16	17	14	13	17	9

Nota : Le taux de décrochage du secondaire correspond au pourcentage des jeunes de 20 ans qui n'ont pas terminé leurs études secondaires et qui ne fréquentent plus l'école.

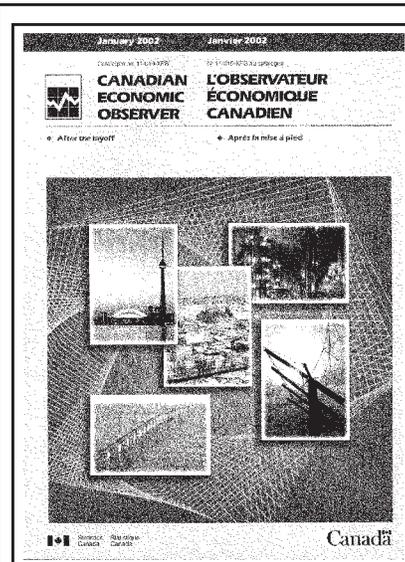
Nouveautés de Statistique Canada

L'emploi et le revenu en perspective Janvier 2002

Le numéro en ligne de janvier 2002 de **L'emploi et le revenu en perspective** est accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). On y présente l'article intitulé « Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année ».

Cet article, qui est un bilan du marché du travail en 2001, examine les conditions économiques et d'emploi dans divers secteurs d'activité. La capacité industrielle réduite a entraîné une baisse des niveaux d'emploi dans le secteur manufacturier et les secteurs connexes. Le commerce de gros et de détail étaient les principales sources de création d'emploi.

*Le numéro en ligne de janvier 2002 de **L'emploi et le revenu en perspective** (75-001-XIF, 5 \$ / 48 \$) est maintenant disponible. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (courriel : henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.*



L'Observateur économique canadien Janvier 2002

Le numéro de janvier 2002 de **L'Observateur économique canadien** analyse les conditions économiques actuelles, résume les principaux événements économiques du mois de décembre et comporte une étude spéciale sur ce qu'il advient des travailleurs après une mise à pied. Un aperçu statistique séparé fournit aussi une vaste série de tableaux et de graphiques sur les principaux indicateurs économiques du Canada, des provinces et des grands pays industrialisés.

*Le numéro de janvier 2002 de **L'Observateur économique canadien** (papier : 11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$) est maintenant en vente. Pour en savoir plus, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (courriel : oc@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture.*

Littératie, affectation professionnelle et rendement de la surinstruction et de la sous-instruction

L'étude intitulée *Littératie, affectation professionnelle et rendement de la surinstruction et de la sous-instruction* est basée sur les données canadiennes de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes. Elle a pour objet d'examiner les relations entre les salaires des travailleurs ayant un niveau d'instruction supérieur ou inférieur à celui tenu pour nécessaire dans leur profession. L'étude conclut que l'instruction joue un rôle dans le niveau de rémunération des travailleurs et que ce rôle n'est pas le même pour les hommes et pour les femmes.

L'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes a été menée dans 22 pays de 1994 à 1998. Dans chaque pays, un échantillon représentatif d'adultes de 16 à 65 ans a été interviewé et a subi un test de littératie, dont l'objet principal était de voir dans quelle mesure les adultes se servent de l'information imprimée pour fonctionner dans la société.

*La monographie **Littératie, affectation professionnelle et rendement de la surinstruction et de la sous-instruction** (Internet : 89-552-MIF, gratuite; papier : 89-552-MPF, 10 \$) est accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca) et dans celui de Développement des ressources humaines Canada (www.hrdc-drhc.gc.ca/arb). Pour en savoir plus, communiquez avec Yvan Clermont au (613) 951-3326 ou avec le Service à la clientèle au (613) 951-7608, ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (courriel : educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.*

Nouveautés de Statistique Canada

Système d'information sur les accidents liés au transport de marchandises dangereuses Janvier 2002

Le *Système d'information sur les accidents liés au transport de marchandises dangereuses* est une base de données sur tous les accidents déclarés liés au transport de marchandises dangereuses. Compilé par Statistique Canada, en collaboration avec Transports Canada, ce CD-ROM comporte les rapports relatifs aux accidents qui ont entraîné le rejet dans l'environnement d'un produit constituant un danger pour la santé, la vie, la propriété ou l'environnement.

Le CD-ROM comporte, entre autres, des données telles que la date, l'heure, le lieu de l'accident et le personnel d'intervention d'urgence acheminé sur les lieux du sinistre, par exemple. Ces données, présentées sur une base annuelle, s'étendent jusqu'en 2000.

Pour commander le *Système d'information sur les accidents liés au transport de marchandises dangereuses* (CD-ROM : 50F0002XCB, 100 \$), communiquez avec Carole Stuart au (613) 951-5936 (courriel : stuacar@statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Jonathan Rose au (613) 990-1142 (courriel : rosej@tc.gc.ca), Transports Canada.



Info-voyages Hiver 2002

Le numéro d'hiver 2002 du bulletin trimestriel d'information de Statistique Canada sur le tourisme, *Info-voyages*, présente l'article intitulé « Les Canadiens à la recherche de nouveaux horizons ». Cet article résume l'évolution des habitudes de voyages des Canadiens à l'extérieur du pays au cours de la dernière décennie, plus particulièrement vers des destinations autres que les États-Unis.

Chaque trimestre, *Info-voyages* analyse les tendances de l'Indice des prix des voyages. On y présente aussi les plus récents indicateurs de voyages, les caractéristiques des voyageurs et le compte des voyages internationaux.

Le numéro d'hiver 2002 d'*Info-voyages* (Internet : 87-003-XIF, 5 \$ / 16 \$; papier : 87-003-XPB, 13 \$ / 42 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Monique Beyrouit au (613) 951-1673 (courriel : beyrmon@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Enquête sur l'enregistrement sonore

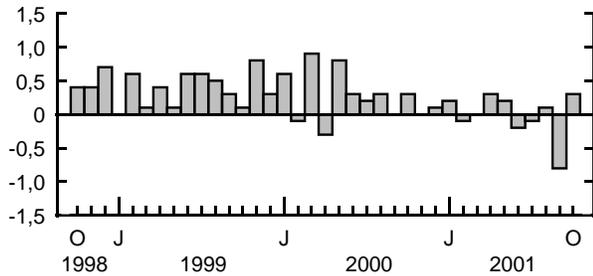
Les données de l'*Enquête sur l'enregistrement sonore de 1998* sont disponibles sous forme de tableaux. Des renseignements détaillés sont fournis selon le pays de contrôle (Canada ou pays étrangers), les catégories de recettes ainsi que la province ou la région.

La version imprimée de l'*Enquête sur l'enregistrement sonore de 1998* (87F0008XPF, 50\$) est maintenant en vente. Des totalisations spéciales sont offertes contre recouvrement des coûts. Pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au 1 800 307-3382 (courriel : cult.tourstats@statcan.ca). Pour commander des totalisations spéciales ou des tableaux standards, communiquez avec Erika Dugas au (613) 951-1568 (courriel : erika.dugas@statcan.ca), Programme de la statistique culturelle.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

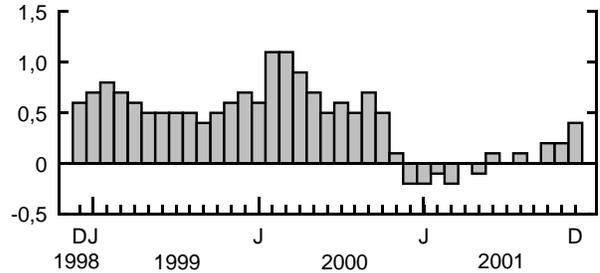
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,3 % en octobre, après avoir diminué de 0,8 % en septembre.

Indice composite

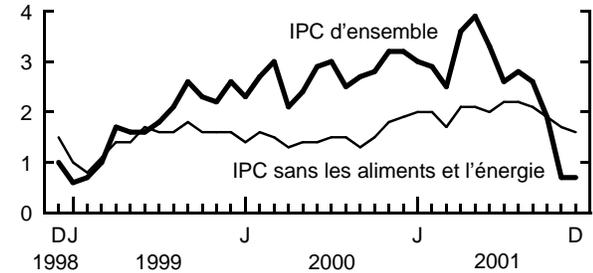
Variation mensuelle en %



En décembre, l'indicateur avancé a progressé de 0,4 %, grâce surtout au secteur du logement.

Indice des prix à la consommation

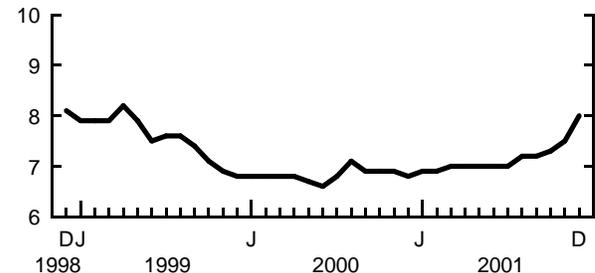
Variation annuelle en %



En décembre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 0,7 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,6 %.

Taux de chômage

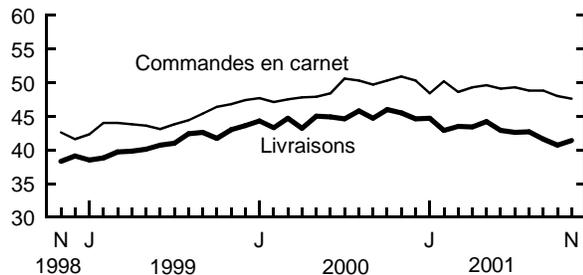
%



En décembre, le taux de chômage a augmenté de 0,5 point de pourcentage pour se fixer à 8,0 %.

Fabrication

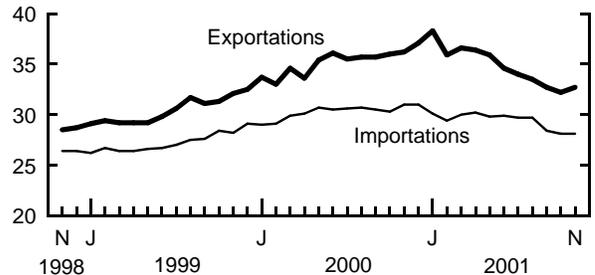
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont progressé de 1,7 % en novembre, pour totaliser 41,4 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont baissé de 0,8 % pour se fixer à 47,6 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En novembre, les exportations ont augmenté de 1,3 % pour se fixer à 32,7 milliards de dollars. Les importations ont diminué de 0,3 % pour se fixer à 28,1 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	novembre*	933,7	0,2 %	-0,3 %
Indice composite (1992 = 100)	décembre*	167,7	0,4 %	0,4 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 ^e trim. de 2001	37,6	-14,4 %	-24,0 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	3 ^e trim. de 2001	79,4	-2,5 †	-7,0 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	novembre	24,6	1,4 %	5,2 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	novembre	143,7	8,5 %	12,6 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	novembre	32,4	0,4 %	2,2 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	décembre	15,1	-0,1 %	0,2 %
Taux de chômage (%)	décembre	8,0	0,5 †	1,2 †
Taux d'activité (%)	décembre	66,3	0,3 †	0,1 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	novembre*	670,84	0,19 %	1,94 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	décembre	126	-5,3 %	-27,6 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	novembre	557,1	3,6 %	17,5 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	32,7	1,3 %	-9,8 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	28,1	-0,3 %	-9,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	novembre	4,6	0,5	-0,7
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	novembre	41,4	1,7 %	-9,1 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	novembre	41,0	2,7 %	-11,0 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	novembre	47,6	-0,8 %	-6,4 %
Ratio des stocks aux livraisons	novembre	1,53	-0,03	0,09
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	décembre	115,9	0,1 %	0,7 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	décembre*	105,4	-0,8 %	-2,3 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	décembre*	101,8	-1,4 %	-12,8 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	novembre	107,1	0,3 %	2,7 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 24 au 30 janvier 2002

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Indice des prix des produits agricoles	novembre 2001	21-007-XIB	gratuit
Statistiques économiques agricoles	novembre 2001	21-603-UPF	26/52
ANALYSE DES ENQUÊTES AUPRÈS DES MÉNAGES ET SUR LE TRAVAIL			
L'emploi et le revenu en perspective	janvier 2002	75-001-XIF	5/48
ANALYSE ÉCONOMIQUE DE CONJONCTURE			
L'Observateur économique canadien	janvier 2002	11-010-XPB	23/227
COMMERCE INTERNATIONAL			
Importations par marchandise	novembre 2001	65-007-XMB	37/361
Importations par marchandise	novembre 2001	65-007-XPB	78/773
Le commerce international de marchandises du Canada	novembre 2001	65-001-XIB	14/141
Le commerce international de marchandises du Canada	novembre 2001	65-001-XPB	19/188
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
Enregistrement sonore	1998	87F0008XPF	50
Info-voyages	hiver 2002	87-003-XIF	5/16
Info-voyages	hiver 2002	87-003-XPB	13/42
DÉMOGRAPHIE			
Statistiques démographiques trimestrielles	3 ^e trim. de 2001	91-002-XIB	8/25
Statistiques démographiques trimestrielles	3 ^e trim. de 2001	91-002-XPB	10/33
DIFFUSION			
Système d'information sur les accidents liés au transport de marchandises dangereuses	2000	50F0002XCB	100
ENQUÊTES SPÉCIALES			
Littératie, affectation professionnelle et rendement de la surinstruction et de la sous-instruction	2002	89-552-MIF	gratuit
Littératie, affectation professionnelle et rendement de la surinstruction et de la sous-instruction	2002	89-552-MPF	10
Résultats de l'Enquête sur le travail indépendant	2000	71M0017XCB	1 000
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Contreplaqués de construction	novembre 2001	35-001-XIB	5/47
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	novembre 2001	31-001-XIB	15/147
Papier-toiture asphalté	décembre 2001	45-001-XIB	5/47
Scieries et ateliers de rabotage	novembre 2001	35-003-XIB	9/86
Transport et distribution du gaz naturel	septembre 2001	55-002-XIB	13/125
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Rapports sur la santé	automne 2001	82-003-XIF	15/44
Rapports sur la santé	automne 2001	82-003-XPB	20/58

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».

Calendrier des principaux communiqués : février 2002				
Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
				1 Perspectives du monde des affaires : industries manufacturières, janvier 2002
4	5	6 Permis de bâtir, décembre 2001 Indice de l'offre d'emploi, janvier 2002	7 Cinémas et ciné-parcs, 1999-2000	8 Enquête sur la population active, janvier 2002
11	12 Indice des prix des logements neufs, décembre 2001	13	14 Indice des prix à la consommation, janvier 2002 Ventes de véhicules automobiles neufs, décembre 2001	15
18 Voyages entre le Canada et les autres pays, décembre 2001	19 Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, décembre 2001 Estimations du bétail, 1 ^{er} janvier 2002	20 Indice composite, janvier 2002 Commerce de gros, décembre 2001	21 Commerce international de marchandises du Canada, décembre 2001 Commerce de détail, décembre 2001 Assurance-emploi, décembre 2001	22 L'inégalité des richesses, 1984-1999
25 Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, décembre 2001 Recettes monétaires agricoles, 4 ^e trim. de 2001	26 Compte des voyages internationaux, 4 ^e trim. de 2001 Caractéristiques des voyageurs internationaux, 3 ^e trim. de 2001	27 Statistiques financières trimestrielles des entreprises, 4 ^e trim. de 2001 Investissements privés et publics, perspectives de 2002 Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, janvier 2002 Emploi, rémunération et heures de travail, décembre 2001	28 Comptes économiques et financiers nationaux, 4 ^e trim. de 2001 Balance des paiements internationaux, 4 ^e trim. de 2001 Produit intérieur brut par industrie, décembre 2001	

Note : Les dates de diffusion des communiqués principaux sont fixes, sauf celles des communiqués suivis d'un astérisque, qui peuvent varier. Un calendrier plus détaillé des communiqués diffusés à date fixe est disponible pour l'année entière sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca.